

Merci beaucoup Monsieur le président, cher Éric, je suis très heureux et ému d'être parmi vous aujourd'hui, très heureux.

Mesdames, Messieurs les Ministres,
 Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
 Monsieur le président du Conseil Régional Centre-Val de Loire,
 Monsieur le président du Conseil Départemental du Loiret,
 Mesdames et Messieurs les maires,
 Monsieur le Maire de Pithiviers,
 Messieurs les présidents du CRIF,
 Mesdames et Messieurs les représentants des cultes,
 Monsieur le président du Mémorial de la Shoah,
 Monsieur le président de la SNCF,
 Cher Monsieur FARANDOU,
 Cher Guillaume PEPY,
 Madame et Monsieur KLARSFELD,

Chers rescapés, témoins, enfants cachés, résistants et Justes parmi les nations, chers amis, Mesdames et Messieurs, le 16 juillet 1942, il était 4 ou 5 heures du matin lorsque des policiers français se mirent à frapper aux portes de foyers du Marais, de Montmartre, de Belleville et de Ménilmontant, de Nanterre, de Clichy. Des milliers de familles basculèrent alors en plein cauchemar, simplement parce qu'elles étaient juives. Sur des paliers encombrés de jouets d'enfants, face à des portes que personne ne fermait à clé, les policiers n'eurent besoin que d'une arme, des listes, d'hommes, de femmes et d'enfants dont le seul tort était d'être juifs et qu'ils embarquèrent dans ces bus de la honte qui furent le prélude au train de la mort.

5 jours durant, le vélodrome d'hiver se transforma en premier cercle de l'enfer. Et dans cette antichambre des camps devant leur geôliers en képi, des familles françaises se chuchotaient des mots en yiddish pour se rassurer en se disant que la France ne ferait jamais cela, ne pouvait pas faire cela. Pourtant la France le fit, l'Etat français le fit. L'Etat français parqua ces familles, les retrancha dans des camps d'internement à Drancy, à Beaune-la-Rolande ou ici à Pithiviers avant de les déporter dans des camps d'extermination où dans leur immense majorité, ils furent aussitôt assassinés dans les chambres à gaz. Une gare comme celle-ci, où nous nous retrouvons aujourd'hui entre une mairie et un clocher, la France en compte des milliers. Mais il y a 80 ans, les 14 convois de la mort qui sont passés par cette gare en ont modifié le visage à jamais. C'était le 25 et 28 juin 1942, le 17 et le 31 juillet, le 3, le 5, le 7 août, puis les 6 convois du 17 au 28 août avec leurs milliers d'enfants qui transitèrent d'abord par Drancy, et le dernier, le 21 septembre. Tout au long de l'été 1942, Pithiviers devient ainsi avec Beaune-la-Rolande, non loin, une plaque tournante de la Shoah. Chacune de ces deux villes avec leurs camps d'internement où affluaient les Juifs raflés dans toute l'île de France, le Cher, le Loiret, la Bourgogne entrèrent cet été-là, cet été de sang, dans la tragédie de l'Histoire. Depuis Pithiviers, on déporta d'abord les hommes et les grands adolescents, puis des femmes qu'on arracha à leurs enfants. Déjà orphelins, sans le savoir encore, ces derniers restèrent seuls pendant des semaines, tendus, hagards, entassés dans des baraquements de tôle, recroquevillés sur de la paille, rongés par la vermine, avant d'être poussés à leur tour sur les rails d'Auschwitz. Pas un seul d'entre eux n'est revenu. Ni Annette, ni Serge, ni Sara, ni Henriette, ni Raymond, qui a 3 ans, parlait déjà comme un petit homme en déclarant à qui voulait l'entendre qu'il allait partir tout seul pour rejoindre sa mère qu'on lui avait prise.

Cette gare qui fut un lieu de deuil, d'horreur, nous en faisons aujourd'hui un lieu de mémoire pour honorer le souvenir des 16 000 Juifs, dont 4 700 enfants qui furent internés de 1941 à 1943 à Beaune-la-Rolande et à Pithiviers. Et avec eux tous les Juifs français et étrangers qui furent victimes de l'Allemagne nazie et de la France de Vichy. Je veux répéter ici les mots du Président CHIRAC, prononcés le 16 juillet 1995 : « Ces heures noires souillent à jamais notre histoire. La France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable ». Reconnaissance, ensuite constamment confirmée par tous ses successeurs. Oui, agissant au nom de la France, trahissant l'esprit et l'espoir de la République, l'Etat français de PÉTAİN, LAVAL, de BOUSQUET, DARQUIER DE PELLEPOIX, l'Etat français manqua de manière délibérée à tous les devoirs de la patrie, des Lumières et des droits de l'homme. Car pas un seul soldat de l'Allemagne nazie ne prit part à la rafle des 16 et 17 juillet 1942. Tout cela procédait d'une volonté et d'une politique gangrenée par l'antisémitisme, initiée dès juillet 1940 et dont les racines plongeaient dans les décennies de notre histoire qui précédaient. Le 3 octobre 1940, de sa propre initiative, l'Etat français avait institué un statut particulier des Juifs, un statut que le maréchal

PÉTAIN, de sa main même, avait rendu encore plus odieux. Après la rafle du Vel d'Hiv, l'Etat français persista avec la livraison aux Allemands en zone occupée de 10 000 Juifs étrangers de la zone libre qui étaient internés dans les camps des Milles, de Rivesaltes, du Vernay, de Noé et du Récébédou, arrêtés lors de la grande rafle du 26 août dans les 40 départements de la zone contrôlée directement par les hommes de Vichy.

Si ce sont les nazis qui ordonnèrent le port de l'étoile jaune, c'est encore l'Etat français lui-même qui imposa la mention Juif sur les papiers d'identité. C'est lui qui étendit cette politique de discrimination, d'exclusion, de persécution qui fut, à dire vrai, initiée dès le 6 avril 1940 par un décret qui a assigné à résidence tous les tziganes, qu'il poursuivit et aggrava par la loi du 13 août 1940, qui entendait traquer les francs-maçons au nom de la lutte contre le judéo-maçonnisme. Par la loi du 14 août 1941 qui instituait les sections spéciales, ces tribunaux d'exception destinés à condamner à mort des communistes et des anarchistes, et par la loi du 6 août 1942 voulue par l'amiral DARLAN qui s'est attaqué aux homosexuels et qui, hélas, resta si longtemps en vigueur, cette politique de persécution s'inscrivait dans un dessein pensé et conçu comme tel par les dirigeants de Vichy. Elle procédait du désir de venger les forces vaincues lors de l'affaire DREYFUS. Il leur fallait effacer la République, incarnation d'une nation édiflée sur deux millénaires, héritière de 1789, pionnière des droits de l'Homme, ils voulaient éradiquer ce régime qui avait reconnu l'innocence du capitaine DREYFUS et tout ce qu'il emportait avec lui, ignorant ce faisant que la fidélité à la France ne saurait s'inscrire dans la trahison et le renoncement à l'esprit de la République. Car l'un et l'autre sont indissociables. La France de Vichy venait de loin, insidieusement, et en quelques mois, elle a éteint les lumières, sali les couleurs, trahi les valeurs de notre nation. La responsabilité de la France y était engagée pour le pire. Mais si la France s'est trahie elle-même à travers ce régime parce qu'elle avait renoncé à ce qui lui est inséparable, la République, l'humanisme, ce n'était pas là toute la France, ce n'était pas là toute la République, même pas la République du tout.

La République et l'esprit de la France n'étaient pas à Vichy, pas à Paris, pas à Drancy. La République vivait encore et avec elle l'esprit de la nation, avec ses policiers qui, les 16 et 17 juillet 1942, tournèrent le dos ou détournèrent le regard pour que des Juifs puissent échapper à leur sort, et ceux qui formèrent ensuite leur propre réseau de résistance. Elle vivait sous la plume du cardinal SALIÈGE, écrivant publiquement dès le 23 août 1942 : « Les Juifs sont des hommes, les Juifs sont des femmes. Tout n'est pas permis contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain. Ils sont nos frères, comme tant d'autres. » Elle vivait avec ceux qui deviendraient des Justes parmi les nations et qui, partout en France, cachés, sauvaient des Juifs au péril de leur vie. Elle vivait avec les 80 parlementaires qui, le 10 juillet 1940, refusèrent les pleins pouvoirs à PÉTAIN. Elle vivait avec Paul DIDIER, le seul magistrat de France qui ne prêta pas serment de fidélité à PÉTAIN. Elle vivait avec De GAULLE et les forces de la France libre à Londres et sur le sol africain. Elle vivait avec Daniel CORDIER, Hubert GERMAIN, André MALRAUX, Jacques CHABAN-DELMAS, avec ses 1038 compagnons de la Libération, combattant sous le soleil de Bir-Hakeim ou dans l'ombre du Paris occupé. Elle vivait avec Lucie AUBRAC, prenant tous les risques pour faire évader son mari et tant et tant de ces réseaux de résistants. Elle vivait sous la plume de KESSEL et DRUON qui, sur un coin de table d'un restaurant londonien, écrivirent le chant de partisans, elle vivait avec MANOUCHIAN et ceux de l'Affiche rouge, Français et républicains de cœur et de combat. Elle vivait avec MENDES-FRANCE et BLUM, jugés de la manière la plus inique par les tribunaux de Vichy. Voilà la République. L'esprit de la France vivait. Et avec eux, la France véritable, fidèle à elle-même, partout où elle trouvait à résister et à survivre. Émanation de l'esprit français, transmis de génération en génération, instruite par 2 000 ans d'histoire de notre pays, aboutissement d'un long cheminement. Elle vivait, et avec elle, la grande aspiration de la nation initiée en 1789. Cet esprit, ces principes, ces valeurs vivaient et animaient celles et ceux qui prirent 1 000 risques pour la défendre, et qui permirent aux trois quarts des Juifs de France, à 180 000 adultes et 59 000 enfants, d'échapper à la folie criminelle des hommes de Vichy. C'est parce que la République et l'esprit de la France vivaient encore, que le Gouvernement provisoire de la République française décida, le 9 août 1944, de proclamer sa permanence contre la France de l'Etat français, contre l'esprit de Vichy, contre la France de la rafle du Vel d'Hiv, et pour que vive la Nation.

Alors aujourd'hui, grâce au long et douloureux travail de vérité, de mémoire, de justice qu'ont mené les Juifs eux-mêmes, les survivants qui témoignèrent, mais aussi les historiens qui établirent les faits, documents après documents, preuves après preuves, les écrivains et les cinéastes qui racontèrent l'horreur, ligne après ligne, image après image, les juristes qui condamnèrent les crimes, jugement après jugement. Nous savons, nous savons ce que furent le chagrin et la pitié de ces années

d'occupation et d'obscurité. Nous savons les faits, leur unicité absolue, leur incomparabilité. Nous savons l'impardonnable et la mécanique de tout cela. Le traumatisme et le déni ont longtemps fait taire la vérité de la Shoah. 10 ans ont passé avant qu'Alain RESNAIS ne réalise Nuit et Brouillard, 40 ans avant Shoah de Claude LANZMANN, 50 ans avant qu'Elie BUZYN ne soulève la chape de silence ; lui qui n'avait pas 12 ans lorsqu'il vit son frère exécuté sous ses yeux pour l'exemple, et qui fut un inlassable passeur dans chaque école, chaque salle de classe, jusqu'à son dernier souffle il y a deux mois. Nous avons besoin de ces inlassables partisans de l'esprit de justice, parmi lesquels Serge et Beate KLARSFELD, que je souhaite de nouveau solennellement remercier. Vous qui avez fait de la mémoire des victimes la raison d'être de votre vie, qui est entre autres à l'origine de ce jardin mémorial des enfants du Vel d'Hiv qu'on ne peut traverser sans sentir sa gorge se nouer. Vous qui avez pris tous les risques, vous êtes battus quand la parole était interdite et quand l'oubli était la règle, quand l'effacement était encore la norme. Vous qui avez redonné des noms, des dates de naissance, puis des visages et des vies à celles et ceux à qui on avait tout pris, la vie, comme la mémoire de leur existence.

80 ans après cette éclipse de l'humanité, il est toujours aussi urgent, peut-être plus que jamais, de rappeler l'Histoire pour la conjurer. Scruter la haine dans notre passé pour mieux la déceler dans notre présent. Vous l'avez rappelé, cher Éric, et je veux vous remercier pour vos mots, mais surtout pour votre travail, votre engagement et vous remercier d'avoir rendu cette journée possible, et ce nouveau lieu d'Histoire et de mémoire possible.

Oui, avec la SNCF dont je salue l'engagement et l'initiative, et comme toutes ses équipes, avec ici la mairie et les collectivités locales, le mémorial de la Shoah, l'ensemble des associations de déportés et d'enfants de déportés. Vous avez conduit à nouveau ce travail. Mais il y a comme la métaphore de ce que nous vivons dans les lieux qui sont juste derrière moi, et que vous retrouverez dans un instant. On y voit un paysage qui ressemble pour beaucoup à ceux de nos enfances : l'herbe folle, la campagne joyeuse, une forme d'innocence. La nature a repris ses droits dans cette gare longtemps abandonnée. Mais il y a les rails qui ont été dégagés, rappelant la mécanique qui s'est jouée ici. Et il y a là la métaphore de ce que nous sommes tous et toutes en train de vivre. La vie a repris ses droits, on pourrait penser que tout cela est très loin. 8 décennies, on pourrait l'oublier et vivre comme si c'était terminé, d'une autre époque. Ne regarder que l'herbe folle, non. Regardons ces rails, visitons cette gare grâce à votre travail, et ayons la lucidité de voir notre époque.

Nous n'en avons pas fini avec l'antisémitisme, et nous devons en faire le constat lucide. Cet antisémitisme est même encore plus brûlant, rampant qu'il ne l'était en 1995 dans notre pays, en Europe et dans tant d'endroits du monde. Il peut, aujourd'hui bien sûr, prendre d'autres visages, se draper dans d'autres mots, d'autres caricatures. Mais l'odieux antisémitisme, comme disait ZOLA, est là, il rôde, toujours vivace, persiste, s'obstine, revient. Il se déchaîne dans la barbarie terroriste. Rue Copernic, rue des Rosiers à Paris au début des années 80, à Toulouse et Montauban il y a 10 ans, dans l'Hyper Casher de la porte de Vincennes, il y a 7 ans, il s'installe dans la succession des assassinats, des crimes antisémites perpétrés ces dernières années. Il s'affiche sur les murs de nos villes, il s'infiltré dans nos réseaux sociaux, il plastronne sur les tréteaux, applaudi par ceux qui confondent antisémitisme et liberté d'expression. Ils profanent nos tombes, ils souillent les portraits de Simone VEIL. Il s'immisce dans les débats sur certains plateaux de télévision, il joue de la complaisance de certaines forces politiques. Il prospère aussi à travers une nouvelle forme de révisionnisme historique, voire de négationnisme. N'a-t-on pas cru bon, encore récemment, de rouvrir un sujet pourtant tranché de longue date par les historiens comme par les juristes, sur la participation de PETAIN et des hommes de Vichy à la mise en œuvre de la solution finale.

Alors, répétons-le, ici avec force, et n'en déplaise à des commentateurs se faisant révisionnistes, ni PETAIN, ni LAVAL, ni BOUSQUET, ni DARQUIER DE PELLEPOIX, aucun de ceux-là n'a voulu sauver des juifs. C'est une falsification de l'histoire que de le dire.

Et ceux qui s'adonnent à ces mensonges ont pour projet de détruire la République, et partant à nouveau l'unité de la Nation. Regarder notre vérité en face, ce n'est pas affaiblir la France, ni se repentir, c'est reconnaître tout pour ne pas le reproduire. Dans ce contexte, les forces républicaines de notre pays doivent redoubler de vigilance. Car oui, la mécanique de 1940 venait de loin, et s'était nourrie de haine, d'un antisémitisme devenu ordinaire, d'approximations, de cette conviction, au fond, chez les uns, que la France était grande quand elle a oublié ses propres errements, quand elle pouvait se libérer de ses principes si encombrants de la République qui, paraît-il, l'affaiblissait.

Et chez les autres, de cette habitude qu'ils avaient prise, que tout cela n'était pas si important, si essentiel, ne jamais rien céder, réprimer et punir, commémorer et instruire. Car l'un ne va pas sans l'autre. Et nous n'extirperons jamais les racines de l'antisémitisme si nous ne faisons pas lever en même temps les ferments de l'éducation et du dialogue.

Il y a 8 décennies, la France de Vichy trahissait ses enfants, en livrant des milliers d'entre eux à leurs bourreaux. Ce fut l'Etat français, et c'est le devoir de la France pour être fidèle à elle-même de le reconnaître, et de ne rien céder à ce combat contemporain contre l'antisémitisme.

La tragédie du Vel d'Hiv nous enseigne que lorsque la France n'est plus en République, l'Etat de droit disparaît et avec lui, les lois fondamentales qui protègent la liberté et la dignité de tout être humain. Quand la République est en exil, la nation se perd et se trahit, elle-même, car la nation et la République sont un bloc qui fait la France. Cette histoire-là, toute cette histoire, nous continuerons de la rappeler, contre l'oubli, nous continuerons de l'enseigner contre l'ignorance, nous continuerons de la pleurer contre l'indifférence, nous continuerons d'en sonder les racines profondes et les ramifications nouvelles contre les résurgences du mal et nous nous battons, je vous le promets, chaque petit matin, car la France s'écrit par un combat, un combat de résistance et de justice qui ne s'éteint jamais. Vive la République et vive la France !